

Déclaration de mission économique

Réaliser le deuxième miracle économique

et

la Vision

2030



Déclaration de mission économique

La Déclaration de mission économique du gouvernement a été présentée le 22 août 2015 par le Premier ministre Sir Anerood Jugnauth.

Le mini-document qui suit fait le point sur les principales stratégies et les grands axes de développement annoncés dans la Déclaration.

Déclaration de mission économique

Réaliser le deuxième miracle économique et la Vision 2030

Sommaire

La Déclaration de mission économique du gouvernement, *Réaliser le deuxième miracle économique et la Vision 2030*, a été présentée le 22 août 2015 par le Premier ministre Sir Anerood Jugnauth à la Cybertour à Ebène en présence des acteurs des secteurs public et privé.

Le document définit les objectifs et les moyens de la relance économique. Le gouvernement vise, à travers des secteurs innovants et la redynamisation des secteurs traditionnels, la création de 100 000 emplois dans dix secteurs de l'économie durant les cinq prochaines années. L'investissement total pour atteindre cet objectif est estimé à Rs 183 milliards, pour un taux de croissance annuel moyen de 5,5 % à partir de 2017. L'objectif déclaré est d'atteindre un PIB de 13 500 dollars US par tête d'habitant d'ici l'année 2018.

Quatre grands champs d'intervention sont définis:

- *Résoudre le problème du chômage*
- *Réduire, sinon éradiquer, la pauvreté*
- *Ouvrir le pays, et de nouvelles politiques d'accès aérien*
- *Le Développement durable et l'Innovation.*

Le Premier ministre s'investira personnellement pour suivre de près et concrétiser les différentes initiatives et faire avancer les projets. Ainsi il présidera un High Powered Committee qui se chargera d'éliminer les entraves à la prompte mise en oeuvre des projets et faciliter leur réalisation. Ce Comité travaillera aussi sur une feuille de route pour la Vision 2030.

Le modèle économique choisi pour développer le pays repose sur un certain nombre de piliers comprenant les secteurs traditionnels ainsi que de nouveaux secteurs. Les principales composantes sont :

- *Une base manufacturière redynamisée et portée vers l'avant*
- *Une exploitation maximale de la zone économique exclusive de Maurice pour développer l'économie océanique*
- *Donner une nouvelle impulsion au secteur des services financiers*
- *Redynamiser le secteur de l'innovation, la technologie et les communications.*

Un autre élément important sera la stratégie Afrique déployée en vue de transformer Maurice en une plateforme régionale pour le commerce, l'investissement et les services. Cela implique des échanges économiques accrus et une meilleure connectivité aérienne et maritime, avec la création éventuelle de compagnie régionale tant pour les services aériens que maritimes.

Le tourisme, l'éducation supérieure et développer le potentiel régional de Maurice en termes de services de santé haut de gamme et de centre d'excellence d'études médicales sont d'autres créneaux qui seront exploités afin d'augmenter la croissance.

Les secteurs privé et public auront un rôle vital à jouer dans la réussite du nouvel agenda économique du pays, souligne le document, avec le Premier ministre insistant sur un changement de mentalité et un engagement solide de la part de tous les partenaires afin de porter l'économie à d'autres niveaux.

“ En tant que nation, nous nous devons d'être ambitieux, nous devons croire en nous-même. Ensemble nous avons réalisé le premier miracle économique, envers et contre tout. Et je n'ai aucun doute qu'une fois encore nous le ferons, ENSEMBLE. ”



VISION 2030

Secteur manufacturier

Le secteur manufacturier contribue pour environ 18% de l'économie et l'objectif est d'augmenter ses parts du marché pour atteindre 25% dans les trois prochaines années.

Pour relever ce défi, ce secteur sera appelé à se restructurer et être plus dynamique, cela à travers l'application de technologies de précision et de pointe. Des mécanismes de soutien nécessaires ont déjà été mis en place afin d'attirer davantage d'acteurs dans les secteurs de l'ingénierie, la transformation alimentaire, les produits pharmaceutiques, la bijouterie et la fabrication de montres, l'industrie manufacturière légère, et les articles de grande consommation, entre autres.

Industrie océanique

Le gouvernement mise beaucoup sur l'industrie océanique pour la création d'emplois et générer des revenus. L'accent sera mis sur le développement du port, la pêche, et le tourisme. Les points saillants comprennent:

- Agrandissement et développement du port qui sera doté de facilités de pointe pour traiter un trafic de marchandises en hausse, avec la création de nouveaux emplois de par les effets multiplicateurs associés à toute une gamme de services de support tels le fret et la logistique
- Mise en place de facilités de pêche et pour la transformation de produits de mer sur le plan local
- Développement de ports de pêche afin de transformer Maurice en un centre de pêche régional
- Création du *National Ocean Council* pour piloter/superviser et mettre en œuvre des projets sur l'économie océanique
- Transformation de Port Louis en un hub pétrolier en attirant plus de navires au port pour le ravitaillement et autres services. Quelque 30 000 navires passent près de Maurice chaque année, parmi lesquels 3 000 transitent à Port Louis. L'objectif est d'attirer un plus grand nombre de ces navires.
- Optimisation des activités touristiques liées aux croisières. Plus de 5 000 emplois sont disponibles dans ce secteur.

Pour mener à bien ces projets, le gouvernement est en discussion avec des opérateurs portuaires majeurs et des compagnies internationales de pêche. Des investisseurs de Dubaï, Chine et Singapour ont déjà fait montre de leur intérêt.

La mise sur pied d'une compagnie régionale maritime est une nécessité, cela afin d'avoir une connectivité accrue en particulier avec les autres Iles de l'océan Indien et les ports d'Afrique orientale et australe. Autre défi à relever: améliorer la performance du port et des services relatifs en ligne avec les normes internationales.

Services financiers

Le secteur des services financiers, avec des services et activités à plus grande valeur ajoutée, est un pilier majeur pour réaliser le deuxième miracle économique. La création d'un nouveau ministère dédié aux services financiers et la bonne gouvernance est un signal fort pour les investisseurs internationaux, avec une nouvelle vision stratégique pour développer Maurice en un Centre international de services financiers vibrant et sophistiqué.

- Le Conseil consultatif des services financiers a été réactivé et s'est depuis mars 2015 penché sur un certain nombre de questions pertinentes, qui avaient entravé la croissance de cette industrie.
- Le traité de non-double imposition avec l'Afrique du Sud a été ratifié le 25 mai 2015 pour apporter plus de clarté, de compacité/substance et de prévisibilité pour les investisseurs internationaux qui utilisent Maurice comme un hub pour investir en Afrique.

La convention fiscale avec l'Inde est en phase de renégociations avancées et en passe d'être finalisée pour donner la certitude et l'assurance aux investisseurs. Grâce à d'autres initiatives prises par le gouvernement, l'industrie connaît déjà une croissance tangible. En effet, de janvier jusqu'au fin juillet 2015, le FSC a émis 1 680 licences, ce qui représente une augmentation de 10% par rapport à 2014.

D'autre part, le *Captive Insurance Bill*, à être présenté sous peu au Parlement, fournira le cadre pour le développement du nouveau secteur d'assurance captive, qui alimentera également la croissance avec des emplois bien rémunérés.

La Bourse

Le Gouvernement continuera à poursuivre sa stratégie d'expansion des marchés de capitaux pour attirer des fournisseurs mondiaux de liquidité, des sociétés de courtage internationales, des banques d'investissement et des gestionnaires de fonds pour créer des emplois durables dans ce secteur.

En septembre de cette année, une délégation de haut niveau dirigée par le *Chief Executive* de la Bourse nationale de l'Inde a signé un protocole d'accord avec la Bourse de Maurice, la FSC et le ministère des Services financiers. Ce protocole d'accord ouvrira des possibilités de renforcement des capacités, de surveillance, d'application. Il aidera aussi à développer un '*African Index Listing*' ainsi, que des listes '*NIFTY*' à Maurice. Des initiatives similaires sont en cours avec la Bourse de Johannesburg et la Bourse de Singapour.

La Bourse de Maurice a également lancé le 7 septembre 2015 un indice de durabilité qui nous permettra de rejoindre la ligue sélecte des bourses internationales. Par la suite la Bourse de Maurice se joindra au *Sustainability Stock Exchange Forum* des Nations Unies.

Innovation, technologie et communication

Le secteur de l'innovation, de la technologie et de la communication est un secteur clé appelé à opérer à un autre niveau. L'accent sera ainsi mis sur:

- La fourniture d'activités haut de gamme tels les logiciels et l'animation, analyses de *big data*, la reprise après sinistre, et le *cloud computing*.
- Une culture de techno-entrepreneuriat et la création d'incubateurs avec des technologies de pointe afin d'encourager les jeunes à créer des entreprises prospères.

Une composante importante de la stratégie d'innovation est de transformer Maurice en un pays intelligent (*SMART Mauritius*). L'objectif est d'intégrer l'utilisation de la technologie dans la vie de tous les jours de chaque Mauricien. Cela implique que les services gouvernementaux, les entreprises, notre mode de vie ainsi que les infrastructures physiques, soient centrés autour de l'infrastructure numérique. Dans un premier temps, d'ici la fin de cette année 350 spots WiFi gratuits seront opérationnels dans les lieux publics à travers l'île.

Sur une autre échelle, Maurice se lancera dans des méga projets de villes intelligentes et de nouvelles cyber-villes qui comprendront des techno-parcs. Ceux-ci seront conçus avec quatre objectifs clés, à savoir la durabilité écologique, la compétitivité économique, la connectivité numérique, avec une meilleure qualité de vie autour du concept «Vivre, Travailler et Jouer».

La mise en oeuvre du projet Highlands Ville qui a déjà été conceptualisé est actuellement à la phase *design* et débutera au cours de l'année prochaine. Un autre secteur d'intérêt pour Maurice concerne le domaine des sciences de la vie et de la recherche et du développement.

Maurice a également un immense potentiel en tant que plaque tournante régionale pour les services de santé et médicaux. Les cadres opérationnel et régulateur seront mis en place pour attirer des opérateurs internationaux de renom. Le pays pourra servir comme centre de formation médicale par excellence pour l'Afrique.

Education et industrie de la créativité

- Attirer des établissements d'enseignement de haute réputation de la France tels que l'École Centrale de Nantes et de l'Université Panthéon-Assas. Chaque année, des milliers d'étudiants étrangers pourraient être formés dans les centres de formation à Maurice.
- La mode, le divertissement et l'industrie cinématographique sont aussi identifiés comme des créneaux porteurs.

Stratégie Afrique

Le Plan de relance accorde une importance particulière à l'Afrique qui est appelée à jouer un rôle significatif dans le développement économique de Maurice. Le Premier ministre a invité les firmes de Maurice à étendre leurs activités en Afrique. Le but est d'élargir l'espace de Maurice et de son Produit intérieur brut (PIB).

L'objectif est de transformer Maurice en une plateforme régionale pour le commerce, l'investissement et les services en Afrique. Plusieurs accords de coopération ont été signés en ce sens depuis les huit derniers mois avec plusieurs pays africains pour le développement de zones économiques spéciales, dont le Ghana, le Sénégal et Madagascar. Des négociations sont également en cours avec la Côte d'Ivoire et la Zambie pour une collaboration dans d'autres secteurs.

Plus de 80 entreprises mauriciennes ont déjà investi à travers le continent. Dans le but d'élargir davantage notre espace économique et le produit national brut, les entreprises mauriciennes sont encouragées à étendre leurs empreintes à travers le continent, afin de générer davantage de valeur pour Maurice.

Le transport aérien et maritime comme modèle d'intégration continentale

Vision 2030 met l'accent sur la transformation/émergence de Maurice comme un partenaire économique compétitif pour l'Afrique et une plateforme régionale pour le commerce, l'investissement et les services, avec des bénéfices accrus pour le pays en termes de croissance et d'opportunités d'emploi.

Les stratégies principales sont:

- La signature de protocoles d'accord avec nombre de pays africains pour la création de zones économiques spéciales et d'autres formes de partenariat et de coopération économique.
- La création d'une compagnie d'aviation régionale à Maurice, avec la participation d'*Air Mauritius*, pour connecter Maurice au continent africain.

- La création d'une compagnie régionale maritime afin de desservir la région de l'océan Indien et les ports de l'Afrique australe et orientale

L'objectif principal est de d'amener plus de trafic à Maurice et de diversifier les industries du tourisme et de l'hospitalité, booster les achats hors taxes et développer le pays comme un hub aérien.

Création d'emplois

Quelque 40 projets d'investissements du secteur privé à hauteur de Rs 183 milliards ont été identifiés, parmi lesquels les investissements étrangers directs représentent Rs 140 milliards.

Ces projets ont le potentiel de créer 100 000 emplois directs et indirects d'ici les cinq prochaines années.

Les dix secteurs de création d'emplois sont:

- Services financiers: 15 000
- Technologie de l'Information et de la Communication : 15 000
- Economie océanique: 25 000
- Tourisme: 8 000
- Manufacturier: 5 000
- Construction et développement foncier: 15 000
- Santé, bien-être et biotechnologie: 2 000
- Education et Savoir : 3 000
- Logistique : 3 000
- Petites et Moyennes Entreprises : 9 000

Pour l'année financière 2015-2016, le potentiel en termes de création d'emplois dans ces différents secteurs est estimé à 16 000, alors que plus de 7 000 postes vacants seront remplis dans le service public.

Développement durable

Le Programme d'investissement du secteur public pour les cinq prochaines années représente environ Rs 75 milliards. Ces investissements concernent, entre autres, les secteurs suivants:

- Eau
- Electricité
- Gestion des déchets
- Tout-à-l'égout
- Routes
- Port
- Aéroport et communication

Les travaux sous le Programme de décongestion routière débuteront l'année prochaine. Le gouvernement investira Rs 15 milliards sur cinq ans en vue d'adresser le problème de congestion routière, qui fait perdre des millions à l'économie.

Mise sur pied de groupes de travail

Pour la prompte mise en oeuvre des projets, plusieurs comités et groupes de travail ont été constitués. Ainsi

- Le Premier ministre présidera un *High Powered Committee* pour faire le suivi des grands projets, aplanir les obstacles à leur réalisation et faciliter leur prompte mise en oeuvre. Ce Comité travaillera aussi sur un *blueprint*/une feuille de route pour la Vision 2030.
- Le comité de pilotage conjoint secteur public-privé, présidé par le Premier ministre, traitera des questions d'intérêt national et aplanira les obstacles à la réalisation des projets. Ce comité se réunira sur une base trimestrielle.
- Le *National Advisory Council* présidé par le secrétaire au Cabinet et Chef de la fonction publique d'afin d'assurer une vue d'ensemble stratégique et faciliter la collaboration entre les différentes agences et institutions et faire avancer les dossiers.

Le *National Advisory Council* comprend une équipe de conseillers, professionnels de haut calibre, des penseurs stratégiques des secteurs privés et publics. Ils seront rejoints par la suite par des experts internationaux.

Quatre groupes de travail comprenant des chefs de ministères et départements, des conseillers et des spécialistes du secteur privé ont déjà été institués sous le *National Advisory Council*. Ces groupes de travail sont responsables de la réflexion stratégique et le développement des plans d'action par rapport à politique d'accès aérien, la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois et le développement durable grâce à l'innovation.

Croissance économique

Pendant les neuf dernières années, Maurice a enregistré chaque année un taux de croissance économique tournant autour des 3%. Le gouvernement vise un taux de croissance annuel moyen de 5,5 % à partir de 2017. L'objectif est d'atteindre un PIB de plus de 13 500 dollars américains par habitant d'ici 2018.

Un modèle de développement socialement inclusif

Un pays Maurice moderne a besoin d'un modèle de développement socialement inclusif orienté par le capital intellectuel, la connaissance et les compétences. D'où la démarche d'inclure le secteur privé dans les comités de travail pour développer des stratégies claires et cohérentes en vue d'atteindre les objectifs nationaux. Il s'agit de relever collectivement tous les défis communs.

Message ...

... Aux cadres du service public

“

J'attends de vous que vous soyez des éléments moteurs actifs dans le processus de construction de la nation. J'insiste sur un nouvel état d'esprit de votre part et que vous vous concentriez plus sur les objectifs nationaux que sur les tâches administratives de routine. Agissez comme des facilitateurs passionnés pour atteindre les objectifs fixés.

”

... Aux leaders du secteur privé

“

Cultivez un état d'esprit qui favorise le dialogue constructif et une approche de partenariat avec le gouvernement. Cette posture de 'wait and see' de la part de quelques-uns ne peut durer ; d'ailleurs cette attitude ne peut aucunement se justifier.

”

... A la population

“

Je veux donner l'exemple et j'exhorte les autres à emboîter le pas. Une fois de plus, nous allons nous concentrer sur les priorités sur lesquelles le destin de notre pays dépend. Le destin de notre pays est entre nos mains.

”

